

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Année 1930

N° 60

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT VÉTÉRINAIRE
(Diplôme d'Etat)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1930

par A. BEN-JOSEPH, Citoyen palestinien

né le 17 avril 1898, à Uman

HISTOIRE DE LA CRÉATION
de la Société Mutuelle d'Assurance du Bétail
EN PALESTINE

DONNÉES STATISTIQUES SUR SON DÉVELOPPEMENT

JURY :

Président : M. BALTHAZARD, Professeur à la Faculté de Médecine.

Assesseurs : MM. ROBIN et LESBOUYRIES,

Professeurs à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort.

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES - PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ - PARIS - 14^e

1930

HISTOIRE DE LA CRÉATION
DE LA
SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE DU BÉTAIL
EN PALESTINE
DONNÉES STATISTIQUES SUR SON DÉVELOPPEMENT

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Année 1930

N° 60

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT VÉTÉRINAIRE
(Diplôme d'Etat)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1930

par A. BEN-JOSEPH, Citoyen palestinien

né le 17 avril 1898, à Uman

HISTOIRE DE LA CRÉATION
de la Société Mutuelle d'Assurance du Bétail
EN PALESTINE

DONNÉES STATISTIQUES SUR SON DÉVELOPPEMENT

JURY :

Président : M. BALTHAZARD, Professeur à la Faculté de Médecine.

Assesseurs : MM. ROBIN et LESBOUYRIES,

Professeurs à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort.

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES - PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ - PARIS - 14^e

—
1930



Personnel enseignant de l'Ecole Vétérinaire d'Alfort

Directeurs honoraires : MM. P.-J. CADIOT et H. VALLÉE

Directeur : M. E. NICOLAS

Professeurs honoraires : MM. G. BARRIER, Inspecteur général honoraire
des Écoles Vétérinaires, P.-J. CADIOT, A. RAILLIET, H. VALLÉE

Professeurs et Chargés de Cours

	MM.
Anatomie descriptive des animaux domestiques	BRESSOU.
Physiologie, thérapeutique générale	MAIGNON.
Physique et Chimie médicales, toxicologie, pharmacie	NICOLAS.
Parasitologie et maladies parasitaires, clinique; Zoologie	HENRY.
Pathologie médicale des équidés et des carnassiers, clinique; sémiologie et propédeutique, jurisprudence.	ROBIN.
Pathologie chirurgicale des équidés et des carnassiers, clinique; anatomie chirurgicale, médecine opératoire et ferrure	COQUOT.
Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire, clinique; médecine opératoire, obstétrique	LESBOUYRIES.
Pathologie générale et microbiologie, maladies micro- biennes et police sanitaire, clinique	PANISSET.
Histologie et embryologie, anatomie pathologique ; autopsies	PETIT.
Zootéchnie et économie rurale	DECHAMBRE.
Agronomie, botanique et hygiène ; matière médicale	{ DECHAMBRE & HENRY.
Industrie et contrôle des produits d'origine animale	VERGE.

Professeur Agrégé

M. LESBOUYRIES

Chef de Travaux Agrégé

M. SIMONNET

Chefs de Travaux

MM. MONVOISIN — MOUSSU (R.)

La Faculté de Médecine et l'École Vétérinaire déclarent que les
opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent
être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent
leur donner ni approbation, ni improbation.

A MES MAITRES
de l'École Vétérinaire d'Alfort.

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE
MONSIEUR LE PROFESSEUR BALTHAZARD
qui a bien voulu me faire l'honneur d'accepter la Présidence
de ma Thèse.

A MES JUGES
A MONSIEUR LE PROFESSEUR ROBIN
En témoignage de sincère reconnaissance pour l'empressement
qu'il a toujours mis à m'aider de ses conseils et de son expérience.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR LESBOUYRIES
Ma reconnaissance pour l'honneur qu'il m'a fait en acceptant
de faire partie de mon jury.

*« Sans moi, l'œuvre n'aurait pas été
commencée ; sans vous, elle serait
morte depuis longtemps ».*

Baron EDMOND DE ROTHSCHILD.

Au Baron EDMOND DE ROTHSCHILD, pionnier, qui a posé la
première pierre de l'édifice de notre patrie, et aux " Haloutzim " qui
continuent de le construire.

ERETS-ISRAEL

carte de la Palestine

PROPRIÉTÉ JUIVE

"DU KEREN KAYEMETH"



AVANT-PROPOS

« Nous ne savons rien tant que
nous n'avons pas un nombre. »

LORD KELVIN.

Pendant mon séjour en France, parallèlement à mes études vétérinaires, j'ai pris beaucoup d'intérêt au développement des Sociétés ayant pour but l'assurance du bétail, forme de la Mutualité à laquelle le monde agricole attache une très grande importance. Après avoir, suivant le conseil de mon maître, M. le professeur Robin, étudié de mon mieux le mécanisme du fonctionnement de ces Sociétés, j'ai décidé de publier, à titre de comparaison, des indications précises, d'ordre statistique, sur l'activité de la Société Hachaklaith, à la mise en marche de laquelle j'ai ardemment travaillé.

L'absence d'une statistique pareille dans la littérature agricole est la cause unique de l'impossibilité où on se trouve généralement de donner des conclusions sur la vitalité d'une Association de ce genre. J'ai donc pris la liberté de consacrer ma thèse à cette question, et j'ai essayé de montrer comment nous avons réussi à former une Association d'une remarquable solidité, en dépit des conditions très défavorables qui se sont présentées à son origine.

Après de grands efforts, j'ai été, pendant mon séjour en Palestine, un des créateurs de l'Association mutuelle d'assurance du bétail. Notre but était d'améliorer la situation économique de notre jeune colonie juive qui se trouvait dans une situation misérable par suite de notre exil pendant une période de plus de 4.000 années.

Pour montrer les grandes difficultés auxquelles la colonisation en général et notre Association en particulier furent aux prises, je suis obligé de donner préalablement des renseignements relativement complets sur la géographie générale et économique du pays et sur son climat.

HISTOIRE DE LA CRÉATION

de la Société Mutuelle d'Assurance du Bétail

EN PALESTINE

GEOGRAPHIE ET CLIMAT

DE LA PALESTINE

Sous le nom de Palestine (1) nous comprenons le petit pays, habité jadis par le peuple juif et, aujourd'hui, à la fois par les juifs, les arabes et les chrétiens, qui s'étend entre le 31° et le 33° 15 de latitude Nord, et entre le 32° et 35° de longitude Ouest.

La Palestine d'aujourd'hui est considérablement plus petite que celle de l'époque biblique, qui comprenait une partie de la Syrie et de la Transjordanie ; aujourd'hui, sa superficie atteint 26.000 kilomètres carrés.

Il est difficile de fixer les limites de la Palestine qui ont beaucoup varié suivant les époques. Sa frontière orientale est formée par le Jourdain et la Mer Morte ; tout le pays à l'est du Jourdain appartient politiquement à la Transjordanie, sauf cependant une petite enclave située au sud du lac de Tibériade, sur la rive gauche du Jourdain.

Dans la région de Galilée, se trouve une agglomération d'une dizaine de colonies juives. La frontière du Nord com-

(1) Ce nom dérive du nom hébraïque « Pelescheth » : il ne désignait que la partie sud-est du pays ; il est plus exact de donner à notre pays, comme nous le faisons aujourd'hui, le nom de « terre d'Israël ».

mence en Akko, région où s'est opérée la création intensive des nouvelles colonies juives. Dans le voisinage, on s'occupe de l'établissement du premier port palestinien, qui aura, dans l'avenir, une importance capitale au point de vue économique.

A l'Ouest, la Palestine est limitée par la Méditerranée ; c'est là que se trouve la Judée, pays fertile, célèbre dans le monde entier par ses plantations d'orangers.

CLIMAT. — Le climat de la Palestine varie suivant les régions envisagées.

Les plaines et les plateaux de l'Est ont un climat demi-tropical et chaud. La région montagneuse possède un climat continental avec des changements de température considérables dus à la proximité des montagnes et au voisinage de la mer.

La plaine du Jourdain a un climat presque tropical avec des chutes de pluie considérables. Cela a, pour le pays, une importance énorme, puisque, malgré la sécheresse, cette provision d'eau permet à la végétation de commencer à pousser. Il y pleut à partir d'octobre jusqu'au mois d'avril.

PLUIE. — La période des pluies se divise en trois époques ; chaque pluie peut durer de 3 à 7 jours, et même plus. Le nombre total des jours de pluie pendant la saison est d'environ 60 jours.

Pendant l'été, étant donnée l'absence absolue de pluie, les rosées, qui rendent la chaleur du jour insupportable, ont une grande influence sur le climat. Ce fait avait été remarqué dès les temps anciens, ainsi qu'en témoigne le texte de la Bible : « Couvre-moi, ma sœur, mon amie, car ma tête est pleine de rosée, les boucles de mes cheveux sont pleines des gouttes de la nuit. »

EAU. — Les diverses régions de Palestine ne sont pas également pourvues en eau. Les contrées les plus riches à cet égard sont la vallée du Jourdain et les rives de la Méditerranée. Sur les plateaux on emmagasine l'eau de pluie dans des citernes ;

comme moyen de lutte contre la sécheresse, nous épuisons les sources abandonnées ; dans certains endroits, nous creusons des puits quelquefois très profonds. Cette question de l'eau est une des plus graves, mais nous espérons la résoudre.

Dès à présent, de grands travaux d'électrification sont en route et nous permettront d'obtenir de la force motrice à bon marché, grâce, notamment, aux barrages établis sur le Jourdain par l'ingénieur Routenberg.

VENTS. — Pendant l'hiver, c'est le vent de l'Est et du Sud-Ouest qui règne et qui apporte les pluies ; en été, les vents viennent de la direction du Nord-Est. Le vent d'Ouest est extrêmement chaud et brûle les plantes (sirocco et chamsin).

La flore de la Palestine est d'une grande richesse par suite de sa situation et de l'influence conjuguée de climats différents. En règle générale, c'est la flore de la Méditerranée qui prédomine ; néanmoins, la plaine du Jourdain possède dans sa partie du Sud des végétations appartenant à la flore tropicale.

La faune comprend les types européen, asiatique et africain réunis.

L'HISTOIRE DE LA COLONISATION ET LA SITUATION DU JEUNE PIONNIER EN PALESTINE

Sous l'influence des descriptions bibliques, la Palestine avait la réputation d'un pays enchanteur où coulent le miel et le lait, et où la terre donne tout ce qui est nécessaire à l'homme, et même le superflu.

Nos premiers pionniers, malheureusement, ne trouvèrent que les noms bibliques des lieux, conservés par les peuples indigènes, et qui nous rappelaient les champs d'oliviers et de palmiers, les vignes nombreuses et les immenses jardins. Hélas ! on ne voyait que champs abandonnés, fleuves taris et sources desséchées. En particulier, les jardins, qui, au temps de nos aïeux, avaient été considérés comme les terrains les plus fertiles, avaient totalement disparu.

Voici comment Chateaubriand, le célèbre écrivain qui effectua, il y a un siècle, un voyage en Palestine, décrit ces plaines : « La vallée est un sol semblable au fond d'une mer depuis longtemps retirée ; des plages de sel, une vase desséchée, des sables mouvants et comme sillonnés par les flots ; çà et là, des arbustes chétifs croissent péniblement sur cette terre privée de vie, leurs feuilles sont couvertes du sel qui les a nourris et leur écorce a le goût et l'odeur de la fumée. Au milieu de villages, on aperçoit les ruines de quelques tours. Au milieu de la vallée passe un fleuve décoloré ; il se traîne à regret vers le

lac empesté qui l'engloutit. On ne distingue son cours au milieu de l'arène que par les saules et les roseaux qui le bordent ; l'Arabe se cache dans ces roseaux pour attaquer le voyageur et dépouiller le pèlerin. »

D'ailleurs, tous les voyageurs qui ont traversé la Palestine au commencement et au milieu du ^{xix}^e siècle ont gardé le même triste souvenir de ce pays, jadis béni par Dieu et détruit par les hommes.

La cause de ce fait fut l'abandon forcé du pays par le peuple israélite, qui aimait profondément sa terre et la cultivait avec les plus grands efforts, mais surtout l'ignorance et la mauvaise volonté des indigènes restés sur ce sol et incapables de le cultiver et de lui conserver sa fertilité. Ils ne cherchèrent point à en retirer plus que pour satisfaire leurs besoins immédiats. Peu à peu, les forêts disparurent, les terrains restèrent incultes et, s'il arrivait au possesseur du sol d'ensemencer, c'était chaque année la même culture. Les sources non entretenues se comblèrent, remplies de pierres qui tombaient des montagnes et des terrasses artificielles. Les fleuves, n'ayant pas d'ombre sur leurs rives, se desséchèrent peu à peu.

Les premiers pionniers qui arrivèrent, il y a 50 ans, se trouvèrent dans ces conditions défavorables, et, pour arriver au résultat maintenant acquis, ils furent obligés de se livrer à une besogne considérable. Il faut souligner la différence qui existe entre notre pionnier et celui d'Australie, ou du Canada, ou d'Afrique ; ceux-ci ont travaillé, pendant les dix premières années, sur une terre vierge qui n'avait pas besoin d'engrais pour fournir de riches récoltes. Au contraire, nous avons dû, au commencement de la colonisation, cultiver une terre hostile et inféconde qui donnait seulement 4-5 fois la semence mise en terre. Actuellement, nous avons atteint, dans la majorité des régions, des rendements de 10-20 fois la semence. En des lieux où régnaient l'abandon, la désolation et le désert, s'étendent maintenant des champs fertiles, qui entourent de pittoresques

bâtiments, et ce tableau nous rappelle les plus riches paysages de la France.

En ce qui concerne l'élevage du bétail, la situation était des plus défavorables. Nous avons trouvé parmi le bétail autochtone des spécimens abâtardis ou dégénérés ; les vaches, par exemple, ne donnaient que de 2 à 6 litres de lait et rarement 8 litres.

Les chevaux de travail étaient également petits et incapables de travailler convenablement.

Parmi tout ce bétail régnaient les épizooties : peste bovine, maladies charbonneuses, lymphangite épizootique, morve, tuberculose, rage, de nombreuses maladies parasitaires, sans qu'aucun effort n'ait jamais été tenté pour les faire rétrocéder ou même empêcher leur extension continue.

CHAPITRE PREMIER

Histoire de la création de l'Association

L'idée fondamentale de la création de l'Association mutuelle d'assurances du bétail a pris naissance en Galilée. Cette région est comme le grenier du pays. Comme conséquence, on y trouve une race de cultivateurs rappelant par certains côtés les anciens types bibliques, qui aimaient ardemment leur terre et leur bétail et qui avaient créé la loi inscrite dans la Bible : « Le septième jour de la semaine et les jours de fête sont non seulement obligatoires et nécessaires pour les hommes, mais aussi pour les animaux de travail. »

Malgré la beauté de cette maxime, l'assurance contre les accidents était pratiquement inconnue et, quand un animal tombait subitement pendant la saison des récoltes, le cultivateur se trouvait dans une situation très pénible. C'est ainsi qu'on eut l'idée de l'Association mutuelle, à laquelle avaient déjà pensé, il y a 2.000 ans, les anciens hébreux.

En octobre 1919, la réunion des colonies et des communautés d'agriculture et coopératives décida, en principe, de créer cette Société dans le plus court délai possible.

Dès le début, on se préoccupa d'adapter les règlements de l'Association à la situation économique spéciale des agriculteurs de Palestine. L'unanimité ne put se faire sur le mode d'organisation.

Une partie des cultivateurs se groupèrent pour former la mutuelle générale, dont il est question ici, et les autres fondèrent quelques associations mutuelles locales. De ces dernières, une seule est actuellement existante, traînant une existence misérable, et elle va sous peu se réunir à l'Association générale.

L'existence de la Société remonte au 27 novembre 1919 ; à cette date elle englobait neuf colonies agricoles en Basse-Galilée, deux colonies en Haute-Galilée et deux en Emek-Israël. Le personnel appointé par l'Association se composait uniquement, au début, d'un secrétaire et de moi-même, qui avais reçu une instruction vétérinaire sommaire, acquise par deux ans d'études à l'Ecole coloniale palestinienne.

L'Administration est élue chaque année par l'ensemble des membres ou de leurs délégués : ils choisissent parmi eux 7 membres qui forment le comité central. Celui-ci, à son tour, désigne une commission exécutive composée d'un président et de deux assesseurs.

Le comité central se réunit une fois tous les trois mois, la commission exécutive toutes les cinq semaines.

Le travail quotidien est exécuté par le Président et le Secrétaire. Le Président reçoit une somme de 10 livres palestiniennes (1) par mois comme indemnité, car notre Président, étant colon, est obligé d'engager un travailleur agricole pour le remplacer à sa ferme. En principe, aucun membre de l'Administration n'est rétribué.

En même temps, nous avons un comité de révision formé de trois membres et un comité de jugement de sept membres.

Tout conflit parmi les membres de l'Association est jugé par le comité. Il arrive assez souvent que le Comité central refuse de régler un sinistre en se basant sur les règlements de l'Association et que le Comité de jugement passe outre et satisfait à

(1) Valeur de la Livre Palestinienne : 124 francs.

la demande du sinistré. Cela tient à ce que les chefs de comité sont eux-mêmes des cultivateurs et sont à même de prendre en considération des cas particulièrement intéressants qui ne sont pas prévus par les règlements.

LE SERVICE VÉTÉRINAIRE ET SON ROLE DANS LA SOCIÉTÉ

Dès la création de l'Association, la question du service vétérinaire occupe une place très importante.

Nos cultivateurs, qui avaient importé les meilleures races étrangères et désiraient être à la hauteur comme éleveurs des nouvelles races en Palestine, avaient à faire face au redoutable danger provenant des maladies contagieuses, infectieuses et parasitaires ; le danger est d'autant plus grand que toutes les zones d'élevage sont entourées d'une population indigène qui n'a pas le moindre désir d'apprendre les notions même rudimentaires d'hygiène et de prophylaxie. Aussi, il est apparu que la collaboration du service vétérinaire était nécessaire pour assurer une existence régulière à notre Société. Nous avons eu l'expérience d'une Association française nommée « La Terre » qui a opéré un certain temps dans le Proche-Orient et en Palestine et qui fut obligée, après des pertes importantes, de cesser ses opérations dans un délai très court.

L'Association « Hachaklaith », dès les premiers jours de son fonctionnement, établissait comme règle essentielle que chaque membre devait profiter obligatoirement du service vétérinaire et devait, dans ce but, payer une prime supplémentaire.

La question du service vétérinaire est liée indiscutablement avec l'idée même de l'association ; en même temps, d'ailleurs, que la Société se développait, l'importance du service vétérinaire allait grandissant.

L'Association a commencé avec un assistant vétérinaire qui recevait 200 livres palestiniennes par an. Actuellement, elle utilise la collaboration de 7 ou 8 vétérinaires avec le traitement

annuel global de 2.500 livres. C'est par une contribution de tous les associés qu'est constituée la somme nécessaire au traitement des vétérinaires de l'assurance.

La Société a même donné aux cultivateurs non assurés la possibilité de faire appel aux conseils de ses vétérinaires. Cette décision a été inspirée par le souci de la Société d'empêcher l'évolution des maladies contagieuses sur le cheptel du pays et de conserver à celui-ci un état sanitaire satisfaisant.

Il est possible de se faire une idée de ce que coûte le service vétérinaire dans chaque département. La population d'Emek possède 3 vétérinaires. La taxe afférente à ce service comporte 1 1/4 % du montant des primes d'assurances. (En Basse-Galilée, la somme atteint 1 1/2 % et en Judée 2 %.)

Il arrive que le total de l'assurance et du service vétérinaire constitue une somme trop importante pour le budget particulier d'un colon. En ce cas, les représentations sionistes et la Société des P. I. C. A. (1) lui viennent en aide pour lui faciliter le paiement du service vétérinaire. Par exemple, P. I. C. A. donne pour ses colonies 390 livres annuellement.

Nous estimons que le service vétérinaire devrait être payé en partie par le Gouvernement anglais qui surcharge les cultivateurs d'impôts écrasants.

SITUATION ET SALAIRE D'UN VÉTÉRINAIRE

Un jeune célibataire n'ayant pas effectué de stage reçoit 14 livres par mois, avec une augmentation d'une livre palestinienne par année passée dans le pays et d'une livre pour trois années de stage à l'étranger.

Un homme marié reçoit 3 livres pour la femme et 1 livre pour chaque enfant. Le maximum du salaire mensuel est de 25 livres.

(1) Association pour la colonisation juive en Palestine.

La Société exige que chaque vétérinaire s'assure sur la vie pour 300 livres au minimum ; de son côté, elle l'assure contre l'accident, l'invalidité et la maladie pour 500 livres.

La Société participe à l'amortissement des instruments et ensuite aux achats de journaux techniques.

Toutes les dépenses de voyage sont aux frais de la Société. Le vétérinaire n'a pas le droit de s'occuper de la pratique privée.

ROLE DU VÉTÉRINAIRE DANS LA SOCIÉTÉ

Le rôle du vétérinaire consiste à effectuer quotidiennement une tournée dans la contrée, à heure fixe, sauf en cas d'accident exceptionnel. Les colons, habitués à ces visites quotidiennes, exigent du praticien, même pour des affections bénignes, des conseils et des indications thérapeutiques. D'autre part, cette habitude donne la possibilité d'observer les maladies dès le commencement de leur apparition et de lutter efficacement contre elles. Chaque associé a d'ailleurs le droit d'exiger, pour les cas inquiétants, la venue immédiate du vétérinaire. Certaines opérations zootechniques : le changement d'alimentation, l'accouplement, etc., ne sont effectuées qu'après avis du vétérinaire.

Celui-ci, de son côté, a l'obligation, dans les cas graves ou difficiles, de demander conseil à ses confrères. En cas de mort d'un animal assuré, le vétérinaire doit être appelé pour constater le fait, faire l'autopsie et rédiger un procès-verbal.

Chaque vétérinaire a un journal où il inscrit la marche, les modifications journalières et le traitement de ces maladies. De plus, chaque mois, il doit envoyer au vétérinaire général de l'Association un rapport de son travail, avec la description précise de toutes les maladies qui sont apparues dans sa région. Ce dernier, à son tour, envoie à tous les vétérinaires un rapport indiquant les maladies qui ont été observées dans le pays, leurs traitements et les résultats obtenus.

Tous les deux à trois mois, une conférence de tous les vétérinaires a lieu, au cours de laquelle sont discutés les faits se rapportant au traitement des maladies et, d'une façon générale, toutes les questions d'ordre technique. Ainsi tous nos vétérinaires sont en contact constant, ce qui facilite le travail et favorise le succès de la colonisation d'une part, de l'Association mutuelle d'autre part.

CHAPITRE II

Statuts

ARTICLE PREMIER. — Les buts de l'Association sont :

- a) L'organisation de l'assurance du bétail contre la mortalité, les maladies, le vol et autres pertes ;
- b) L'amélioration des troupeaux appartenant aux affiliés ;
- c) L'organisation du service vétérinaire pour les membres ;
- d) Les prêts d'argent aux membres pour encourager le développement des laiteries et l'amélioration de l'élevage du bétail.

ART. 2. — L'Association prend le titre « Hachaklaith ». C'est une société mutuelle d'assurance des animaux à responsabilité limitée.

ART. 3. — Son siège social est établi à Tiberiade. Il pourra être transféré dans un autre lieu par une délibération motivée lors d'une réunion annuelle.

ART. 4. — Les membres sont admis par le comité de l'Association qui a le droit de refuser l'admission, sans faire connaître les motifs de ce refus.

Les personnes qui désirent être admises comme membres de l'Association sont obligées d'envoyer une demande écrite à la Société.

Les particuliers possédant du bétail peuvent être admis ainsi que les cultivateurs, communautés agricoles et coopératives.

Chaque membre s'engage à se référer à l'article 15 des statuts de la Société. En outre, la Société peut admettre des membres « incorporés », qui se joignent à l'Association pour profiter exclusivement du service vétérinaire. Ils n'ont aucune responsabilité vis-à-vis de l'actif ou du passif de la Société. Ils n'ont pas le droit de vote. La somme qu'ils doivent verser dépend de la décision du comité.

Les vétérinaires sont considérés comme membres, même s'ils n'ont pas d'animaux.

ART. 5. — Les capitaux ne sont pas divisés en actions.

ART. 6. — Les membres ne peuvent pas céder leurs droits.

ART. 7. — Chaque membre peut se retirer de l'Association après avoir prévenu la Société trois mois à l'avance, mais il ne se trouve exonéré de la responsabilité indiquée à l'article 15 qu'au bout de deux ans.

ART. 8. — Pour les dettes d'un membre décédé, les héritiers sont responsables pendant un délai d'un an.

ART. 9. — Aucune personne étrangère n'a de droit vis-à-vis des sommes appartenant à un membre de la Société.

ART. 10. — Les capitaux d'un membre décédé appartiennent à ses héritiers.

ART. 11. — Il n'est pas distribué de dividendes. Tous les bénéfices restent acquis à la Société qui peut les affecter à ses propres besoins.

ART. 12. — Tous les conflits entre l'Association et les membres, les comités et les employés, les personnes particulières et la Société, sont résolus par l'arbitrage. Le comité d'arbitrage est élu par la réunion annuelle de la Société ; il se compose de cinq personnes qui nomment leur président. Il a pour rôle de choisir dans son sein, pour chaque litige, trois juges chargés de concilier l'affaire.

ART. 13. — Un membre peut être exclu si la cotisation d'entrée n'est pas versée, ou s'il ne suit pas les règles concernant l'hygiène du bétail. L'exclusion d'un membre est décidée par la réunion générale.

ART. 14. — Les bénéfices appartiennent à la Société en toute propriété.

ART. 15. — La Société est une Association qui ne comporte pas de capital. Chaque membre signe un contrat par lequel il s'oblige à prendre sa part de la responsabilité des dettes, en cas de déconfiture de la Société. La responsabilité des membres s'élève à un pour cent de la valeur des animaux assurés, à la condition que le montant total de ses assurances soit au minimum de 50 livres palestiniennes.

ART. 16. — Chaque membre commence à profiter des privilèges accordés aux associés après avoir versé le montant de ses primes.

ART. 17. — Chaque membre profite de tous les privilèges indiqués à l'article premier.

ART. 18. — La réunion annuelle a lieu à Tiberiade tous les deux mois après la fin de l'année financière. Le comité a le droit d'organiser une réunion extraordinaire s'il l'estime nécessaire. Si le dixième des associés exige une réunion urgente de l'Association, le comité est tenu de leur donner satisfaction. Les membres ou leurs remplaçants prennent part à la réunion générale.

Les remplaçants ont le droit de vote à la place des membres qu'ils représentent. Le remplaçant doit être muni d'une procuration.

La date, le lieu et le programme d'une réunion doivent être annoncés à temps dans les journaux du pays.

L'ordre du jour doit comprendre, indépendamment des propositions des membres du comité, toutes celles que les membres pourraient avoir à présenter à l'Assemblée.

Les dispositions suivantes doivent être soumises à l'approbation d'une réunion générale :

- 1) La vérification du bilan annuel et du budget de la Société ;
- 2) L'élection des commissions de revision et d'arbitrage ;
- 3) La fixation du pourcentage du droit de l'admission ;
- 4) Les modifications à apporter aux statuts de la Société ;
- 5) Éventuellement, les mesures à prendre pour la liquidation de la Société.

Les modifications des statuts et la liquidation de la Société doivent être votées par une majorité des deux tiers de tous les membres présents ; les autres décisions sont acquises par la simple majorité.

Le Président est élu par la réunion, au vote à mains levées, sauf si quelqu'un exige un scrutin secret.

Le dépouillement du scrutin est effectué par deux membres indiqués par la Société. Le procès-verbal est rédigé par le secrétaire et signé par le président.

Les décisions de la réunion générale sont valables si le nombre des membres présents dépasse la moitié du nombre total des membres. Si ce quorum n'est pas atteint, la réunion a lieu un mois plus tard ; cette dernière prend toutes les décisions nécessaires, quel que soit le nombre des membres présents.

ART. 19. — Chaque personne assurant son bétail pour une somme de 60 livres palestiniennes a droit à une voix. Cependant celui qui assure ses animaux pour une somme inférieure ne perd pas ses droits. (Cette règle a été établie pour que les membres d'une coopérative ou d'une communauté aient tous, sans exception, le droit de vote, quoique l'assurance ait été faite au nom de la collectivité).

ART. 20. — Pour obtenir le droit de supprimer ou de modifier les statuts de l'Association, il est absolument nécessaire d'avoir l'approbation de la majorité des deux tiers des membres de la réunion annuelle.

ART. 21. — Le travail de la Société est réglé par un comité composé de trois membres nommés par la réunion annuelle pour un délai d'une année.

La réunion générale a le droit de changer en totalité ou en partie la composition du comité avant la fin de l'année.

Le comité exécute toutes les décisions de la réunion annuelle.

Le comité se réunit tous les trois mois. Ses dispositions sont transcrites dans un procès-verbal signé par le secrétaire et le président.

ART. 22. — Les employés sont engagés et exclus par le comité.

ART. 23. — Le comité de revision est élu par la réunion pour une durée d'un an. Son travail consiste à reviser les livres et la comptabilité de la Société et à préparer un rapport précis au sujet de la situation matérielle pour la réunion générale.

ART. 24. — Le sceau de la Société se trouve chez le président ; deux membres seulement ont le droit de s'en servir.

ART. 25. — Le comité nomme les employés suivants : les secrétaires, dont l'un d'eux est affecté à l'emploi de comptable ; les vétérinaires, etc.

ART. 26. — La Société dispose des livres suivants : livre des membres de la Société, journal général, etc.

Tous ces livres sont tenus par le comptable.

ART. 27. — Le comité a le droit de faire des emprunts pour les besoins de la Société aux conditions qu'il estimera acceptables. Le montant de l'emprunt est établi par la réunion générale, mais ce montant ne doit pas dépasser la limite des sommes prévues par l'article 15.

ART. 28. — Le comité a le droit d'avoir des capitaux déposés en banque, soit en compte-courant, soit en valeurs mobilières. Ces opérations sont faites sous le contrôle de l'Administration gouvernementale.

ART. 29. — La Société a le droit de faire des prêts à ses associés pour l'achat d'animaux de travail. Le délai accordé pour le remboursement est fixé par la réunion. Les prêts ne doivent pas dépasser les sommes prévues dans l'article 15. Les membres demandant un prêt doivent envoyer une lettre précisant le but de cet emprunt. La Société a le droit en certains cas de prélever un intérêt correspondant au taux de la banque.

ART. 30. — La Société dispose d'un capital de réserve constitué par les droits d'admission et par le dividende annuel. Elle l'utilise en cas de déficit.

En cas de liquidation, ce capital serait cédé aux associations ayant pour but l'amélioration de la vie agricole en Palestine.

ART. 31. — Le nombre des membres n'est pas limité.

ART. 32. — L'Association a le droit de fonder des filiales dans toute la Palestine. Les filiales sont régies par des organismes semblables à l'organisation centrale et profitent des mêmes droits.

ART. 32. — L'année de la Société commence le 1^{er} octobre et se termine le 31 septembre.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA SOCIÉTÉ

Le Comité désigne une commission chargée d'effectuer l'assurance du bétail appartenant aux membres de la Société. L'élection a lieu avant le commencement de l'année. (Pour les personnes qui deviennent membres au milieu de l'année, une commission spéciale est réunie).

La commission est formée par un vétérinaire, un représentant du propriétaire et un membre du Comité.

Si, dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'assurance, il est reconnu que les animaux assurés ne remplissent pas les conditions exigées par les règles de la Société, l'assurance est résiliée.

Ne peuvent être assurés : les effectifs de plus de 13 ânes appartenant au même propriétaire, le bétail assuré dans une autre Société, les animaux malades ou débiles, les animaux appartenant aux marchands de bestiaux, ainsi que les animaux exclus de l'Association par décision du vétérinaire.

Les mulets anglais sont éliminés quand ils ont atteint l'âge de 18 ans.

Les vaches laitières entretenues en stabulation permanente et recevant un régime spécial sont également éliminées à 15 ans.

Lorsque les mulets atteignent 12 ans et lorsque les bœufs de travail, les chevaux, les ânes, les vaches ont atteint 11 ans, leur valeur pour le cas de sinistre est réduite chaque année de 10 %.

Il est accordé une subvention de 75 % du prix de l'assurance à tout propriétaire faisant partie de l'association depuis au moins 5 années, lorsqu'un animal devient demi-indisponible, pour qu'il puisse le remplacer.

Les animaux nouvellement achetés ne sont assurés qu'après un séjour d'un mois chez leur nouveau propriétaire. Les vaches importées de Syrie ne sont admises qu'après trois mois, et sur le vu d'un certificat du vétérinaire constatant leur bon état sanitaire.

Les animaux sont soumis à l'expertise du vétérinaire pendant la semaine qui suit leur achat ; si l'expertise n'est pas effectuée dans ce délai, le propriétaire envoie une demande écrite au comité et au vétérinaire ; celui-ci est obligé de faire l'assurance dans les 15 jours.

Si l'assurance n'est pas faite dans ce délai, l'associé a le droit de prévenir le vétérinaire et le comité en envoyant une lettre contenant des indications précises sur les signes particuliers des animaux à assurer et d'y joindre le montant de la prime d'assurance. Les animaux sont considérés comme assurés à dater du jour de la réception du courrier, mais ils doivent être conformes aux conditions établies par la Société.

Lorsqu'il sévit une épizootie, le droit à l'assurance est suspendu, même si les animaux sont depuis longtemps chez le propriétaire.

L'assurance faite au début de l'année reste en vigueur jusqu'à la fin de l'année comptable.

L'assurance effectuée au milieu de l'année reste en vigueur jusqu'à la fin de l'année et le remboursement en est fait trimestriellement.

Si l'animal est vendu au milieu de l'année à un particulier, l'année doit être payée entièrement, mais il peut être remplacé par un autre animal.

Si le propriétaire vend son animal, suivant le conseil du vétérinaire, en raison de l'évolution des maladies qui ne sont pas comprises dans celles garanties par l'assurance (tuberculose occulte, avortement épizootique et stérilité), le propriétaire est remboursé des primes versées. La même règle s'applique en cas de vol, perte ou éviction.

Si, dans le courant de l'année, un animal tombe malade, l'assurance se continue l'année suivante jusqu'à la convalescence. Quand la guérison est survenue, une nouvelle estimation est faite.

Le représentant de l'association a le droit de refuser de renouveler l'assurance s'il trouve l'animal en mauvais état par suite d'une alimentation défectueuse, etc.

Si un animal présente un défaut qui, au cours de l'assurance, est passé inaperçu de son propriétaire et du vétérinaire, il reste assuré pendant trois mois. Ce délai écoulé, le propriétaire est obligé de le vendre.

Lorsqu'un animal est vendu à un particulier au milieu de l'année, il cesse d'être assuré.

S'il est vendu à un membre de l'Association, l'assurance est transférée à l'acheteur, mais le fait doit être porté à la connaissance de l'Association, le vétérinaire a le droit de procéder à une nouvelle estimation. Le nouveau propriétaire est tenu d'accepter toutes les charges de l'assurance.

L'assuré qui procède au remplacement de son animal est obligé d'en informer l'Association dans le délai d'une semaine. Le président estime le nouvel animal. Le propriétaire paye la différence (si elle existe) et l'assurance est en vigueur jusqu'à la fin de l'année.

RESSOURCES DE LA SOCIÉTÉ

Quand un propriétaire fait assurer ses animaux, il paye un droit d'admission fixé à 1 % de la valeur totale de ses animaux. Chaque fois que la valeur de son cheptel augmente, le droit d'admission se trouve augmenté dans les proportions sus-indiquées. Cette somme reste acquise à l'association au cas où l'adhérent dénonce son contrat.

PRIMES D'ASSURANCES

Mulets anglais et indiens, chevaux (1), bœufs de travail, ânes, 5 % de leur valeur totale.

Bétail de race (syrien) (2), 4 % de leur valeur totale.

Mulets et vaches indigènes, 3 % de leur valeur totale.

Vaches métisses, 3 1/2 % de leur valeur totale.

Vaches hollandaises, même nées dans le pays, 6 % de leur valeur totale.

Bœufs étrangers, 8 % de leur valeur totale.

OBSERVATIONS DIVERSES

Le pourcentage supplémentaire destiné à rétribuer le service vétérinaire est fixé d'après la valeur de l'animal. Le comité indique les sommes affectées annuellement à ce service pour chaque département.

Le comité indique également l'époque du paiement. La cotisation annuelle est payée trimestriellement le premier octobre, le premier janvier, le premier avril et le premier juillet. Ces paiements sont effectués soit directement, soit par des traites endossées.

Le comité a le droit d'exiger que le paiement de ces traites se fasse en une seule fois. Si un membre ne paye pas dans le délai indiqué, on lui fait supprimer le service vétérinaire et même l'assurance ; la dette reste due jusqu'à la fin de l'année.

Si un animal tombe malade, ou s'il meurt dans la période où l'assurance est suspendue, le propriétaire ne bénéficie pas de l'assurance, mais il lui est fait remise de la cotisation correspondant à l'animal mort.

(1) Les chevaux de transport paient 1 % en supplément.

(2) Le bétail syrien paye, pendant l'année qui suit son importation dans le pays, un supplément de 2 % ; les mulets indigènes un supplément de 1 %.

Le fonds de réserve est constitué par un prélèvement de 10 % fait sur l'ensemble des sommes recueillies au titre de droits d'admission.

Toutes les dépenses de la Société sont couvertes avec les sommes provenant des cotisations.

Le propriétaire est obligé d'informer le vétérinaire local de chaque accident, maladie, blessure, etc. Le vétérinaire décide ce qu'il y a à faire : traitement, sacrifice ou vente. Si le propriétaire ne suit pas le conseil d'abattre l'animal et s'il meurt, la Société évalue la somme probable de cette vente et la déduit de la somme versée à l'assuré.

Le propriétaire est obligé en cas de mort de demander la venue immédiate du vétérinaire. Celui-ci rédige un procès-verbal avec les détails du sinistre. Sans procès-verbal signé par le vétérinaire, l'assuré est déchu de ses droits.

Le propriétaire doit, en cas de mort, verser l'assurance pour toute l'année.

La Société n'est pas responsable en cas de guerre, de troubles dans le pays ou en cas d'attaque par les Arabes. De même la garantie cesse si le traitement ou l'intervention chirurgicale ne sont pas effectués par le vétérinaire, si le propriétaire ne suit pas les règlements de la Société, si le propriétaire a commis de graves imprudences dans l'entretien de ses animaux.

Dans sa réunion du 11 décembre 1927, le comité a délibéré sur les questions de la mort et de l'abatage des animaux et a décidé que, si le propriétaire est en règle, on doit lui payer de 70 à 75 % de la valeur de l'animal mort.

En cas d'abatage ou de vente d'urgence, on déduit de cette valeur le montant de la somme perçue.

Les mammites chroniques, amenant l'atrophie de deux mamelles au moins, justifient le paiement intégral de l'assurance, à condition que la maladie ait été constatée par deux vétérinaires de la Société. Cependant, si la mamelle était déjà malade antérieurement à l'admission de l'animal dans l'assu-

rance, ou si les altérations mammaires sont d'origine traumatique, ou si l'absence de lait résulte d'une infécondité temporaire, l'indemnité n'est pas due.

Enfin, après 7 années de fonctionnement, la réunion a décidé, d'accord avec le comité, le droit de prendre en cours d'année des décisions, concernant notamment l'obligation par les membres de suivre les décisions des vétérinaires sur tout ce qui concerne l'hygiène et le service sanitaire.

Elle a décidé également que, lorsque des vaccinations préventives seront jugées nécessaires par les vétérinaires, ces vaccinations seront faites aux frais des propriétaires.

CHAPITRE III

Données statistiques 1919-1929

En raison de l'absence de renseignements sur les années 1919-20-21-22, je ne puis les présenter en diagrammes et suis obligé de me contenter des chiffres et notes suivants :

L'année 1919 est considérée comme ayant marqué le début des opérations de l'association mutuelle d'assurances du bétail.

Assurances effectuées

Animaux de travail	Vaches	Total
231	452	683
Valeur en livres	Primes	Indemnité en cas de mort
14.036	364	148

Comme on le voit par ces chiffres, les débuts de l'association ont été très modestes. C'est la conséquence de la scission qui se produisit pendant la réunion annuelle, au sujet de l'organisation fédérale ou unitaire de la Société.

On trouve encore l'explication du faible développement de la Société dans la crainte que l'on avait au début d'élargir de façon excessive son activité, enfin dans l'absence d'un service vétérinaire bien organisé. Néanmoins, il fut payé comme indemnité de mortalité 80 % de la valeur des animaux assurés. Les années suivantes, ce pourcentage fut sensiblement abaissé. Deux raisons expliquent l'importance du pourcentage payé au

cours de la première année : d'abord cela était possible en raison de l'absence complète en Palestine, à cette époque, d'animaux de races étrangères ; en outre, les membres de l'association, ainsi encouragés, firent preuve de beaucoup de zèle pour améliorer leur nouvelle organisation.

ANNÉE 1920

Assurances

Animaux de travail	Vaches	Total
275	510	785
Valeur	Primes d'assurance	Indemnités en cas de décès
28.512	862	490

Au cours de l'année 1920, comme conséquence du succès de l'année précédente et de la certitude de la vitalité du groupement, on augmente l'évaluation de l'année précédente, devenue inférieure au prix normal, en raison de la hausse considérable des prix du bétail sur les marchés.

De plus, la valeur totale du cheptel s'accroît considérablement (presque du double) et le nombre des animaux assurés doit être de 102 têtes en plus. Le service vétérinaire est déjà mieux organisé et est payé de 142 livres. L'indemnité en cas de mort est de 80 %.

ANNÉE 1921

Assurances

Animaux de travail	Vaches	Total
347	664	1.011
Valeur	Primes d'assurance	Indemnités en cas de décès
37.080	1.019	511

L'année 1921 est remarquable par le développement de l'activité de la Société ; mais, malgré l'organisation meilleure du service vétérinaire, le nombre des accidents a été considérable et l'on a payé 50 % seulement en cas de mort. Le taux le plus

élevé de la mortalité se rapporte aux mulets étrangers, achetés par les cultivateurs à l'armée d'occupation anglaise.

Le gouvernement Palestinien désirait, en effet, aider les colons qui avaient perdu leurs animaux, livrés aux réquisitions de guerre, en leur concédant des mulets et en leur donnant la facilité de les rembourser par des versements mensuels.

Tous ces animaux avaient contracté diverses maladies : coliques de sable, entérite chronique, maladies des voies respiratoires et affections du cœur.

Au cours de l'année 1921, le service vétérinaire reçoit 226 livres et la Société prévoyait encore une subvention de la P. I. C. A. (1) pour faciliter aux cultivateurs les paiements du service vétérinaire.

ANNÉE 1922

Animaux de travail	Vaches	Total
655	1.134	1.789
Valeur	Primes d'assurance	Indemnités en cas de décès
54.151	1.615	1.301

En 1922, l'activité de la Société s'étend à la quasi-totalité de la Palestine.

L'indemnité en cas de mort ne s'élève qu'à 50 % de la valeur de l'animal.

Les causes de ce faible pourcentage sont les suivantes : d'abord les derniers mulets venus de l'armée sont morts. Pour 332 mulets assurés (primes prévues de 530 livres) nous avons remboursé 337 livres.

En outre, de nouvelles colonies juives se sont fondées, elles ont importé du bétail de race pure sans avoir assuré à ces animaux des conditions d'entretien et de développement normales ; la mortalité est considérable (jusqu'à 100 %).

(1) Association pour la colonisation juive en Palestine, fondée par le baron Edmond de Rothschild.

Le service vétérinaire, composé de 3 vétérinaires et d'un assistant, reçoit 1.025 livres.

Ceci est la preuve que le rôle du vétérinaire n'est pas seulement de soigner les animaux malades ; il a, en outre, le devoir comme expert zootechnicien, de mettre les cultivateurs en garde contre les conséquences de l'importation du bétail dans des régions où les conditions culturelles ne sont pas suffisamment favorables.

ANNÉES 1923-1929

On trouvera ci-joint 7 diagrammes concernant le travail de la Société pendant la période de 1923-1929. En les étudiant, il est facile de passer en revue tous les défauts de notre organisation, ainsi que de comprendre son succès croissant.

Au cours de l'année 1923, on assiste au développement de l'activité de l'association dans le pays, développement qui résulte de l'accroissement de l'immigration et de la fondation de nouvelles colonies.

Le nombre des affiliés augmente de 367 à 565 et, dans une proportion identique, le nombre des animaux de travail et des vaches à lait.

Le service vétérinaire comprend 4 vétérinaires et 1 assistant, mais, par suite de l'excès de travail qui est demandé aux animaux dans les colonies, le pourcentage de la mortalité chez les animaux de travail est encore bien considérable.

L'association a conclu définitivement que les vétérinaires seront obligés de contrôler périodiquement la santé des animaux.

Une cause importante de mortalité est l'apparition de l'entérite para-tuberculeuse, des trypanosomiasés et de la piroplasmosé chez les vaches.

La Société exige que, tous les 10 jours, les bestiaux soient soumis aux bains ou lotions destructeurs de tiques dans les régions où règnent les maladies. Elle décide n'admettre les

vaches étrangères au bénéfice de l'assurance qu'après un séjour de 3 mois dans le pays.

A partir de l'année 1923, l'indemnité en cas de mort s'élève à 65 % et le service vétérinaire reçoit la somme de 1.525 livres.

Ajoutons que l'activité du service vétérinaire sanitaire gouvernemental commence à cette époque à s'exercer dans des proportions plus considérables.

ANNÉE 1924-1925

Pendant les 5 premières années de l'existence de la Société, l'année financière va du 1^{er} janvier au 31 décembre. A partir de l'année 1924, elle va du 1^{er} octobre au 31 septembre. Par conséquent, les comptes de l'année 1924 sont établis pour 9 mois seulement ; aussi la première impression qui se dégage de l'étude du diagramme de cette année, c'est une diminution de l'activité de la Société, mais cette impression ne correspond pas à la réalité.

Comme le montre la rubrique des mulets étrangers, nous avons eu une mortalité très élevée parmi ces animaux. A partir de cette époque, l'Association prend des mesures décisives pour les faire disparaître de notre cheptel.

On observe aussi un nombre élevé de cas de mort chez les vaches importées de Transylvanie (Roumanie), par suite de leur réceptivité aux maladies tropicales. Cette constatation amène la Société à envisager la nécessité d'améliorer les races indigènes et à diminuer les achats de vaches étrangères.

Le taux de l'indemnité est, comme l'année précédente, de 65 %. Les frais du service vétérinaire s'élèvent à 1.135 livres.

ANNÉE 1925-1926

L'année 1925-1926 est une des plus favorables pour la Société. Elle est caractérisée par les faits suivants :

La mortalité subit une notable diminution, probablement en raison d'une meilleure répartition et d'une meilleure utilisation du personnel vétérinaire. C'est cette dernière année que l'on décide de payer des indemnités pour indisponibilités définitives. Enfin, on s'efforce d'obtenir une diminution du prix du bétail sur les marchés en abaissant le taux d'évaluation des animaux assurés. Il est intéressant de souligner en passant cette puissante influence de la Société sur les cours du bétail. Le taux de l'assurance des vaches du pays est diminué de 0,5 % et on décide d'augmenter l'indemnité dans l'avenir jusqu'à 75 %.

Années 1926-1927, 1927-1928 et 1928-1929

Au cours de ces trois dernières années, les opérations de la Société s'effectuent dans des conditions plus ou moins normales. Les règles de l'assurance sont définitivement établies ; le service vétérinaire atteint une grande perfection, et le dévouement, sans exemple, du secrétaire général et du comité contribue dans une large mesure à la prospérité de la Société.

Le nombre des mulets étrangers qui donnaient le plus grand pourcentage de la mortalité est encore diminué.

En 1923, nous avions encore 384 mulets.

En 1928, il n'en reste que 42.

Parmi les 342 qui ont disparu, 270 ont été vendus et 72 sont morts.

Très souvent, les agents de l'Association et notamment les vétérinaires ont pris l'initiative de faire obtenir, aux cultivateurs qui possèdent ces mulets, une subvention destinée à compenser la perte résultant pour eux de la vente de ces mulets.

La statistique de ces dix années nous montre que les chevaux ne sont pas suffisamment vigoureux et solides pour satisfaire aux besoins du cultivateur. Ils ont donné une mortalité très élevée.

L'étude de mes graphiques nous montre les avantages et les défauts des différentes races de vaches. Les vaches de Damas, par exemple, sont généralement de faible constitution et nous donnent un énorme pourcentage de mortalité, en dépit des soins les plus minutieux ; le changement d'alimentation et la grande sécheresse du climat ne leur permettent pas de s'acclimater. Le plus souvent elles contractent des maladies du tube digestif et des maladies tropicales.

Les vaches hollandaises, elles aussi, ne s'acclimatent que difficilement et sont très sujettes aux maladies tropicales et aux affections respiratoires.

La Société, avec une grande énergie, fait une active propagande dans notre jeune colonisation pour qu'elle s'intéresse à l'amélioration et au croisement des races indigènes.

Ces expériences ont donné, en ces dernières années, les meilleurs résultats.

Les vaches originaires du pays, qui donnaient autrefois de 4 à 6 litres de lait, donnent maintenant, avec une augmentation de poids, de 14 à 18 litres.

La Société, au bout de six ans d'existence, est arrivée à cette conclusion qu'elle ne doit pas abaisser son taux d'assurance. Elle doit conserver un taux invariable et augmenter l'indemnité en cas de mort jusqu'à concurrence de 75 %, en étendant le bénéfice de l'assurance à d'autres risques : invalidité, perte partielle ou complète du lait, stérilité pathologique, etc.

En ces dernières années, on s'est efforcé de lutter contre les maladies apportées par les vaches hollandaises, notamment l'avortement épizootique qui inspire des inquiétudes graves. La Société s'est mise en rapport avec l'Institut bactériologique de Jérusalem, qui a pris l'engagement de vérifier par le séro-diagnostic l'état sanitaire de toutes les vaches assurées par l'Association.

Le service vétérinaire, au cours de ces trois années, a coûté

de 2.293 à 2.539 livres. Le nombre des vétérinaires employés est de 8.

Indiquons, en terminant, que la Société évite, autant que possible, d'exiger le remboursement des sommes dues, par l'intermédiaire des tribunaux. Elle ne le fait que dans des cas tout à fait exceptionnels. Le plus souvent, elle inscrit ces dettes dans son compte « profits et pertes », mais les débiteurs récalcitrants sont exclus définitivement de la Société.

**Mortalité provenant de maladies non infectieuses
au cours de la période 1919-1929**

MALADIES	ANIMAUX DE TRAVAIL		VACHES		TOTAL	
	Pourcentage d'après le nombre d'animaux assurés	Pourcentage d'après le montant des primes	Pourcentage d'après le nombre d'animaux assurés	Pourcentage d'après le montant des primes	Pourcentage d'après le nombre d'animaux assurés	Pourcentage d'après le montant des primes
Aff. chirurgicales	11,23	11,4	7,5	5,1	18,75	16,5
Aff. respiratoires	4	4,3	2,87	2,7	6,92	7
Estomac et intestin	8,5	7,7	13,8	11,8	22,3	19,5
Corps étrangers (bovins)			3,4	4,6	3,4	4,6
Autres maladies internes	3,7	3,6	4,9	4,7	8,6	8,3
Etats anémiques divers .	3,5	3,32	2,6	1,64	6,1	4,96
Mammites			1,5	2	1,5	2
Aff. gynécologiques et obstétricales			7,9	10,8	7,9	10,8

TABLEAU B
Mortalité provenant de maladies infectieuses

MALADIES	ANIMAUX DE TRAVAIL		VACHES		TOTAL	
	Pourcentage d'après le nombre d'animaux assurés	Pourcentage d'après le montant des primes	Pourcentage d'après le nombre d'animaux assurés	Pourcentage d'après le montant des primes	Pourcentage d'après le nombre d'animaux assurés	Pourcentage d'après le montant des primes
Fièvre charbonneuse . . .	0,32	0,3	3,47	2,9	3,79	3,2
Charbon symp.			1,2	0,6	1,2	0,6
Tuberculose			1,6	1,8	1,6	1,8
Tétanos	0,56	0,5	0,37	0,12	0,93	0,62
Lymphangites contag. . .	1	1,2			1	1,2

TABLEAU C
Mortalité provenant de maladies à protozoaires

MALADIES	ANIMAUX DE TRAVAIL		VACHES		TOTAL	
	Pourcentage d'après le nombre d'animaux assurés	Pourcentage d'après le montant des primes	Pourcentage d'après le nombre d'animaux assurés	Pourcentage d'après le montant des primes	Pourcentage d'après le nombre d'animaux assurés	Pourcentage d'après le montant des primes
Piroplasmose	0,44	0,42	2,20	2,05	2,70	2,47
Anaplasmose			2,15	2,3	2,15	2,3
Theileriose			1,68	1,9	1,68	1,9

ETUDE CRITIQUE

J'ai essayé de montrer que, malgré les conditions anormales d'un pays nouveau, qui se trouvait, au point de vue de l'agriculture, de l'élevage du bétail et de la police sanitaire, dans une situation très médiocre, l'Association mutuelle d'assurance du bétail se développait de plus en plus. Où est donc le secret de sa prospérité ? A mon avis, c'est dans l'unité des vues et la forte centralisation, tant en ce qui concerne les décisions que les moyens de l'exécution. De pareilles conditions n'existent pas dans une association divisée avec mutuelles locales, réassurances départementales et centrales, parce que, en adhérant à la Fédération, la mutuelle locale n'a plus qu'une liberté nominale. Elle perd la notion de sa propre responsabilité et ne retient qu'une chose : c'est la Fédération qui paye les sinistres.

Chaque assuré part de cette idée que ce n'est pas seulement sa mutuelle locale qui paye les indemnités, mais toutes les autres mutuelles et l'Etat. Pour peu que quelques membres aient un tel état d'esprit, les sinistres sont tout de suite plus nombreux. D'autre part, le conseil d'administration d'une Société fédérée, en vertu de ce qui précède, ne peut plus refuser facilement telle assurance douteuse et, comme il lui est également difficile de refuser un sinistre litigieux, la locale marche rapidement vers le déficit. Il est clair que, si chaque Société agit de même, l'équilibre est vite rompu.

Cette Fédération a les inconvénients d'une Société privée sans en avoir la liberté de contrôle et la liberté d'évolution.

Une autre influence néfaste sur l'existence saine de la Société consiste dans les subventions qui la tiennent constamment en tutelle ; la Société reste toujours comme un enfant mineur.

Le tableau du montant des subventions accordées en France pendant une dizaine d'années est particulièrement démonstratif à cet égard.

Encouragement de l'Etat aux Sociétés en voie de formation

ANNÉES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
1898	105	60.800 Frs
1899	340	197.850
1900	348	177.200
1901	387	245.800
1902	401	265.800
1903	672	445.000
1904	918	456.350
1905	966	411.900
1906	613	366.800
1907	508	308.300
1908	437	259.400
1909	575	359.100
1910	478	270.800
1911	401	245.100
1912	386	338.400
1913	392	237.100
1914	276	167.800
1915	19	10.900
1916	11	6.700
1917	6	3.800
1918	10	6.400
1919	45	30.400
1920	65	75.800
1921	63	85.600
1922	48	73.000
1923	89	114.600
1924	83	101.500
1925	40	55.000

Encouragement de l'Etat aux Sociétés en plein fonctionnement

ANNÉES	SOCIÉTÉS	SOMMES
1898	196	82.750
1899	286	80.350
1900	385	110.500
1901	543	194.450
1902	638	234.000
1903	511	579.400
1904	676	216.700
1905	839	297.500
1906	1046	370.600
1907	1073	438.800
1908	1074	405.150
1909	1260	483.300
1910	1535	587.600
1911	1327	662.600
1912	1087	534.850
»	41 réassurances	177.000
1913	872	486.550
»	32 réassurances	154.000
1914	934	557.500
»	66 réassurances	262.000
1915	170	107.300
»	55 réassurances	144.500
1916	196	108.000
»	44 réassurances	93.200
1917	203	135.300
»	45 réassurances	104.000
1918	231	147.500
»	59 réassurances	202.000
1919	266	196.700
»	63 réassurances	436.000
1920	172	171.700
»	65 réassurances	680.500
1921	177	254.000
»	61 réassurances	591.000
1922	159	162.000
»	58 réassurances	508.700
1923	109	122.800
»	63 réassurances	517.950
1924	88	102.700
»	66 réassurance	573.000
1925	120	132.500
»	62 réassurances	605.500

CONCLUSIONS

Comme il est aisé de le déduire de la lecture de ces chiffres, les subventions ont un résultat favorable si elles sont données aux Sociétés qui sont en voie de formation ; mais plus tard, elles exercent une influence sans aucun doute fâcheuse. On note, d'ailleurs, que le système des Fédérations à trois degrés (locale, départementale et centrale) ne diminue pas l'importance des subventions, puisque celles-ci sont données aux organismes des trois degrés.

Un argument important en faveur de cette affirmation, c'est l'existence en France de la Caisse centrale mutuelle d'assurance, fondée en 1903, sous la raison sociale « Bétail », sous les auspices de l'Union centrale des Syndicats des Agriculteurs de la France. Cette caisse a prouvé sa capacité d'existence au cours des cinq dernières années, non seulement sans recevoir la moindre subvention, mais avec une prime d'assurance inférieure à celle des sociétés subventionnées par l'Etat, et en réalisant, en définitive, un intéressant bénéfice.

Pour avoir une association saine, capable de vivre avec des subventions réduites ou sans le secours de celles-ci, il faut maintenir les primes d'assurance à un taux suffisamment élevé (vaches, de 2 à 4 %), en prenant en considération la plus ou moindre grande variation des races. Il faut, en outre, fonder la Société sur le principe de l'unité et non du fédéralisme, en intéressant les cultivateurs à l'activité et à la vie de la Société.

Enfin, il faut utiliser largement le service vétérinaire.

Du point de vue professionnel, le vétérinaire peut utiliser en toute indépendance, sans être exposé à des compromissions, ses compétences dans les associations mutuelles.

De tels avantages n'existent pas dans une Compagnie privée, où les intérêts sont divisés, ceux du propriétaire du bétail s'opposant à ceux de la Société. Dans ce choc d'intérêts, le vétérinaire risque, quel que soit le parti qu'il prenne, d'avoir à subir le ressentiment de la partie dont il ne prendra pas la défense. Si les conflits se multiplient, les intérêts professionnels du vétérinaire peuvent être gravement atteints.

Vu : *Le Doyen,*

H. ROGER.

Vu : *Le Président,*

M. BALTHAZARD.

Vu et Permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

HACHAKLAITH. Association Mutuelle d'Assurances en Palestine. — Opérations effectuées pendant l'Année 1923 (1)

ANIMAUX DE TRAVAIL																								VACHES																																		
	Nombre d'Agglomérations	Nombre d'Assurés	Mulets origine étrangère				Mulets indigènes			Mulets de Chypre			Chevaux			Anes			Bœufs			Total d'animaux de travail			Vaches de Damas			Vaches de Beyrouth			Vaches allemandes et divers			Vaches métisses de pays et de races étrangères			Vaches indigènes			Total des vaches à lait			Total Général															
			Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort																
urés.	52	565	384	13779	668,6		337	12599	428,2		89	3075	111,5		143	3837	178,8		38	295,5	9,9		59	655	22,1		1050	34240	1419,1		219	7567	275,5		248	7567	271		189	4601	170		133	4403	171		628	6474	211,8		1417	30612	1099,2		2467	64852	2518,4	
is	—	—	32	1085	—	592,4	25	888	—	494,5	3	80	—	52	5	97	—	59	2	20	—	13	1	8	—	4,2	68	2178	—	1215,2	9	358	—	218,7	6	272	—	151,8	4	155	—	100,8	5	195	—	119,8	19	225	—	141,6	43	1205	—	732,6	111	3383	—	1947,8
is	—	—	8,3 0/0	8 0/0	—	88 0/0	7,4 0/0	7 0/0	—	115 0/0	3,3 0/0	2,6 0/0	—	47,3 0/0	3,5 0/0	2,5 0/0	—	33,3 0/0	5,2 0/0	6,7 0/0	—	129 0/0	1,7 0/0	1,2 0/0	—	18,2 0/0	6,4 0/0	6,4 0/0	—	85,5 0/0	4 0/0	4,7 0/0	—	80 0/0	2,4 0/0	3,6 0/0	—	55,5 0/0	2 0/0	3,4 0/0	—	59 0/0	4 0/0	4,4 0/0	—	70 0/0	3 0/0	3,5 0/0	—	66,5 0/0	3 0/0	3,7 0/0	—	66,4 0/0	4,5 0/0	5,2 0/0	—	78 0/0

NOTE. — 1) L'année commence le 1^{er} Janvier et finit le 31 Décembre 1923.
— 2) Taux d'assurances selon l'espèce : Mulets étrangers et Chevaux 5 %, Mulets Chypre 4 %, Mulets indigènes, Anes et Bœufs 3,5 %, Vaches races pures 4 %, Vaches de pays 3,5 %, — 3) L'indemnité en cas de mort, s'élève à 65 % de la valeur assurée, déduction faite des sommes perçues lors d'abatage ou de la vente.

HACHAKLAITH. Association Mutuelle d'Assurances en Palestine. — Opérations effectuées pendant l'Année 1924 (1)

ANIMAUX DE TRAVAIL																								VACHES																																		
	Nombre d'Aggrégations	Nombre d'Assurés	Mulets origine étrangère				Mulets indigènes				Mulets de Chypre				Chevaux				Anes				Bœufs				Total d'animaux de travail				Vaches de Damas				Vaches de Beyrouth				Vaches allemandes et divers				Vaches métisses de pays et de races étrangères				Vaches indigènes				Total des vaches à lait				Total Général			
			Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort				
rés.	50	603	265	6982,5	257		346	10040	270		74	2309	67,3		198	4408	156,7		24	177	4,4		941	24257,5	764,5		264	8220	228,8		317	8425	238,7		265	6480	187,5		124	3507	98,7		496	4337	110,5		1466	30969	864,3		2407	55226	1628,7					
.	—	—	21	501	—	285,4	8	215	—	127,8	1	30	—	19,5	6	175	—	108,4	—	—	—	—	38	944	—	555,1	14	470	—	289,4	25	704	—	412	8	250	—	147,8	4	155	—	100,8	14	110	—	63,8	65	1689	—	1013,6	103	2633	—	1568				
.	—	—	8 0/0	7 0/0	—	41 0/0	2,3 0/0	2,1 0/0	—	46,6 0/0	0,7 0/0	1,3 0/0	—	30 0/0	3 0/0	4 0/0	—	70 0/0	—	—	—	—	4 0/0	3,9 0/0	—	72,7 0/0	5,3 0/0	5,7 0/0	—	122,3 0/0	7,9 0/0	8,3 0/0	—	173 0/0	3 0/0	3,8 0/0	—	78,6 0/0	32 0/0	4,4 0/0	—	102 0/0	2,8 0/0	2,3 0/0	—	57,3 0/0	4,4 0/0	5,4 0/0	—	117 0/0	4,2 0/0	4,8 0/0	—	96,1 0/0				

NOTE. — 1) Le 3/4 d'année commence le 1^{er} Janvier et finit le 1^{er} Octobre 1924.
— 2) Taux d'assurances selon l'espèce : Mulets étrangers et Chevaux 5 %, Mulets Chypre 4 %, Mulets indigènes, Anes et Bœufs 3,5 %, Vaches races pures 4 %, Vaches de pays 3,5 %. — 3) L'indemnité en cas de mort, s'élève à 65 % de la valeur assurée, déduction faite des sommes perçues lors de l'abatage ou de la vente.

HACHAKLAITH. Association Mutuelle d'Assurances en Palestine. — Opérations effectuées pendant l'Année 1928-29

ANIMAUX DE TRAVAIL																	VACHES																																					
	Nombre d'Agglomérations	Nombre d'Assurés	Mulets origine étrangère				Mulets indigènes			Mulets de Chypre			Chevaux			Anes			Total d'animaux de travail				Vaches de Damas			Vaches de Beyrouth			Vaches hollandaises et diverses			Vaches demi-sang de pays et de races étrangères			Vaches indigènes et bœufs			Total des vaches à lait			Total Général													
			Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort	Nombre	Valeur totale en livres Palestinien	Prime d'assurances	Indemnité en cas de mort												
Assurés.	66	1177	42	1064	53,6		845	25129	747		54	1571	48	—	374	7347	280,2		9	59	2,2		1324	35170	1101		981	29930	1163,3		559	15203	586,6		190	7331	372,4		826	21277	778		501	5384	155,8		3057	79125	3056,1		4381	114295	4157,1	
Morts	—	—	1	20	—	15	23	657	—	433	2	63	—	34	22	478	—	303	1	7	—	5,2	49	1225	—	7902	60	2409	—	1312,2	17	534	—	359,2	13	495	—	355,2	25	746	—	514	10	98	—	59,5	125	3922	—	2600,1	174	5147	—	3390,3
Taux	—	—	2,4 0 0	1,9 0/0	—	28 0/0	2,7 0/0	2,6 0/0	—	60,4 0/0	3,7 0/0	21 0/0	—	70,8 0/0	5,9 0/0	6,5 0/0	—	108,2 0/0	11 0/0	11,8 0/0	—	236,4 0/0	3,7 0/0	3,5 0/0	—	71,7 0/0	6,1 0/0	6,9 0/0	—	112,8 0/0	3,5 0 0	3,5 0 0	—	61 0/0	6,8 0/0	6,8 0/0	—	95,3 0/0	3 0/0	3,5 0/0	—	66 0/0	2 0/0	1,8 0/0	—	38,2 0/0	4,1 0 0	5 0/0	—	85,1 0 0	4 0/0	4,5 0/0	—	81,7 0 0

NOTE. — 1) L'année agricole commence le 1^{er} Octobre et finit le 30 Septembre.
— 2) Taux d'assurances selon l'espèce : Mulets étrangers 5 %, Chevaux 4 %, Mulets Chypre, Mulets de pays, Anes et Bœufs 3 %, Vaches race pure 4 %, Vaches de pays 3 %, vaches récemment importées 6 %.
— 3) L'indemnité en cas de mort, s'élève à 75 % de la valeur assurée, déduction faite des sommes perçues lors d'abatage ou de la vente.

BIBLIOGRAPHIE

- I. — Documents de l'Association « Hachaklaith ».
 - II. — Rapport du Président de la République Française sur le fonctionnement des Sociétés d'assurance mutuelle agricole. 1928.
 - III. — *Annales de la Mutualité et de la Coopération Agricole*.
 - IV. — S. MUNCK. — *La Palestine*.
 - V. — CHATEAUBRIAND. — *Le voyage en Palestine*.
 - VI. — Règlement des diverses Associations d'assurances.
-

